



Des subsides pour Arcelor ?

2013/05

15 | 02 | 2013



COMMUNAUTE



PROSPERITE



PROTECTION



Ivan Van de Cloot

Économiste en chef

Finalement, la nouvelle que beaucoup d'emplois sont à nouveau menacés n'est pas vraiment une surprise. De nombreuses personnes estiment à juste titre être la victime d'un jeu de pouvoir qui les dépasse de très loin. Ce que la politique devrait faire (et pas seulement maintenant) est miser sur une stratégie qui nous rend beaucoup moins vulnérables par rapport à ce qui se manigance dans des quartiers généraux étrangers.

Ce n'est possible que si nous réalisons que, pour une petite économie comme la nôtre, l'innovation est la clé de notre avenir. Dès lors, toute politique industrielle moderne digne de ce nom doit avant tout miser sur l'innovation. Si les politiciens n'y prêtent attention qu'en temps de crise, nous courons toutefois le risque d'assister à beaucoup d'improvisation. La politique industrielle dure du passé n'est en tout cas plus possible. Il s'agissait alors de droits d'entrée et d'avantages fiscaux pour

investisseurs spécifiques de toute espèce. Il est même de l'intérêt de notre pays que de telles pratiques ne soient plus tolérées à présent. En effet, s'il s'agit de distribuer des subventions publiques, notre pays aura toujours le dessous vu sa dimension et ses moyens limités.

Aujourd'hui, ce sont les formes plus 'douces' de politique industrielle qui paraissent souhaitables et possibles pour notre pays. Une telle politique industrielle douce est essentiellement une palette d'actions dans lesquelles les pouvoirs publics jouent un rôle important et qui visent à contribuer à la rénovation d'activités économiques auxquelles on attribue un grand potentiel futur. Nous ne parlons donc plus de politiques canalisant les subsides vers des secteurs entiers. Primo, c'étaient surtout ceux qui faisaient le meilleur lobbying qui emportaient la mise. Secundo, l'argent aboutissait ainsi généralement dans des entreprises qui étaient sur le retour et dont on

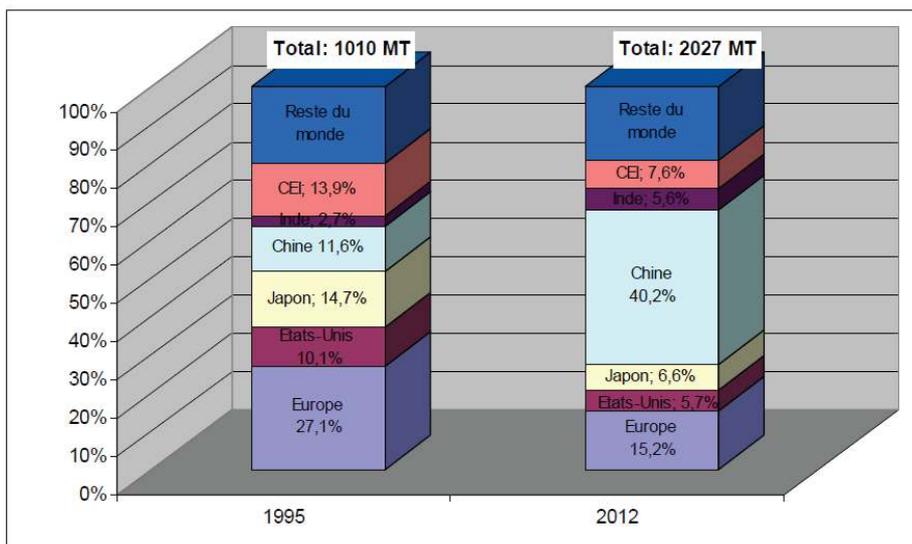
“ *Toute politique industrielle moderne digne de ce nom doit avant tout s'engager à ouvrir des portes d'usines au lieu d'empêcher par tous les moyens que d'anciennes portes se ferment* ”

ne faisait que prolonger un peu l'agonie. Pour éviter ce danger, il importe de ne pas partir d'un certain favoritisme technologique mais de prendre les besoins de la société comme point de départ. Ceci devrait permettre de ne pas tomber dans une approche étreiquée dans laquelle la politique consiste à 'sursubventionner' l'industrie des panneaux solaires alors qu'on peut prouver aujourd'hui noir sur blanc que les mêmes bénéfices écologiques auraient pu être réalisés en dépensant 6 milliards d'euros de moins. Au lieu de louvoyer d'une technologie éphémère ou à la mode, on aurait dû se demander en toute ouverture d'esprit quelle est la meilleure manière d'atteindre un objectif sociétal (comme la réduction du CO2). La flexibilité est un must, surtout en des temps où les

évolutions technologiques et autres évolutions sociales sont si complexes et rapides. Ceci n'est pas du tout un plaidoyer pour l'opportunisme. L'objectif fondamental sur le plan des gains écologiques reste en effet solidement ancré. Il importe toutefois qu'on évalue régulièrement et qu'on ose corriger les options concrètes prises pour atteindre l'objectif.

Graphique: Parts de marché production d'acier
Source : OCDE

Au lieu d'une stratégie défensive axée sur une activité se contractant structurellement, il convient donc de miser de manière offensive sur des activités dites 'sunrise'. Il faut ensuite toujours fixer des objectifs clairs et supprimer toute aide si ces objectifs ne sont pas réalisés à temps. La transparence est une condition essentielle à cet égard, faute de quoi on ne pourra pas déterminer avec suffisamment de certitude que l'évaluation se fait correctement. Il est évidemment crucial de réaliser que le succès n'est pas garanti et que, si un projet échoue, il s'agira



d'en minimaliser le coût. Il convient donc de récompenser les gagnants et de ne pas punir les perdants (mais bien de quitter ceux-ci). L'expérience des vingt dernières années montre clairement que le talon d'Achille de la politique industrielle concerne surtout la capacité politique de tirer la prise en cas d'évaluation négative. Répétons qu'il s'agit de stimuler effectivement certaines activités porteuses d'avenir et pas d'avantager des secteurs entiers, afin d'éviter que le programme échappe à tout contrôle en cas de délimitation insuffisante.

Une telle stratégie offre-t-elle une place à certaines activités du secteur de l'acier ? Si on prolonge la vie d'une usine de quelques années à coup de subventions publiques, sans apporter de réponse fondamentale à la surcapacité et en continuant à fabriquer des produits inadaptés, on ne fera que retarder l'échéance. Concrètement, il semble évident de miser principalement sur des activités pour lesquelles existent déjà une base de savoir-faire et une tradition de recherche et développement dans le secteur privé. Le secteur du textile en Belgique en est un bon exemple. Dans notre pays, canaliser l'argent public vers un textile de masse déficitaire n'avait plus de sens. Le secteur s'est entre-temps réorienté vers plusieurs niches de

textile de haute qualité, principalement à base technologique. Le rôle des pouvoirs publics consiste alors plutôt à rassembler les connaissances et faciliter les contacts entre centres de compétences et entreprises. C'est tout autre chose que d'appeler de façon démagogique à nationaliser les usines. Nous n'en sortirons que si la politique réfléchit de manière stratégique au-delà des mouvements cycliques de l'économie et prend des mesures de nature structurelle, sans se contenter d'éteindre les incendies à court terme.

Aujourd'hui, nous assistons de nouveau à une surenchère entre pays, l'Allemagne assurant la survie de ses usines Opel à coup de subventions et François Hollande forçant Arcelor par des pressions politiques à fermer ses usines ailleurs qu'en « douce France ». Une chose est sûre : si l'Europe ne s'oppose pas à cette surenchère nationaliste, un pays comme la Belgique ne pourra que perdre à ce jeu-là puisqu'il dispose de moins de moyens que les grands États.

Ivan Van de Cloot

Économiste en chef à l'Itinera Institute, un think-tank indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables